



CSA SD des Hautes Pyrénées du mardi 14 mars 2023

Déclaration liminaire du Sgen-CFDT

Madame l'IA DASEN,

Mesdames et messieurs, membres du CSA SD.

Le Sgen-CFDT souhaite, avant d'en venir à l'ordre du jour de ce CSASD, aborder brièvement le sujet de la réforme des retraites : le projet de ce gouvernement ne pouvait tomber au plus mauvais moment alors même que les personnels subissent de plein fouet difficultés financières et conditions de travail dégradées. Vous le savez, la CFDT a une histoire singulière face aux réformes successives. Nous ne pouvons être accusés d'avoir eu un positionnement univoque : nous savons soutenir les réformes équilibrées et nécessaires, nous dénonçons celles qui ne le sont pas. Pour notre organisation syndicale, le report de 2 ans de l'âge légal est à la fois injuste et injustifié : nous ne reprendrons pas ici la liste pléthorique d'arguments en faveur du retrait pur et simple de ce projet. Rappelons quand même que rien n'a été prévu pour les professeurs des écoles, seuls fonctionnaires à ne pas pouvoir partir à la retraite à leur date anniversaire, rien non plus sur les poly-pensionnés, de plus en plus nombreux dans l'Éducation Nationale, particulièrement mal lotis au moment de liquider leurs pensions. Quant à l'aménagement des fins de carrière, comment y croire ? L'administration est actuellement incapable d'aménager les carrières tout court, faute de candidats aux concours de recrutement et refuse massivement à ses agents temps partiel et disponibilités. En termes de réforme « juste » on peut donc légitimement s'interroger...

Où est le respect des personnels quand notre Ministre, suivant l'exemple de son prédécesseur, communique dans les médias avant de s'adresser aux personnels ? Quand en lieu et place d'une revalorisation historique annoncée, le « pacte » propose de travailler toujours plus pour gagner toujours moins ?

Où sont les moyens en lien avec les besoins pour développer une École inclusive digne de ce nom qui prenne en compte les difficultés de TOUS les élèves et accompagne TOUS les personnels qui ont été formés pour la pédagogie et non pour les soins ?

Ce gouvernement, comme le précédent, continue à supprimer des postes tout en affichant des objectifs ambitieux : école inclusive, mixité sociale, lutte contre les inégalités scolaires, accompagnement des élèves, éducation à l'égalité, à la citoyenneté, découvertes des métiers, valorisation des compétences numériques et de la culture technologique, lutte contre la sédentarité et l'inactivité physique, etc.

Concernant l'ordre du jour de cette instance :

- En collège, les prévisions de rentrée 2022, sous estimées de 160 élèves avaient permis de justifier la suppression de 8 divisions. Pour cette année, malgré une prévision d'augmentation des effectifs de 130 élèves, ce sont encore 6 divisions qui sont vouées à disparaître. Cela se traduira donc par 8 ETP pris dans le 2nd degré.

Que penser alors des annonces ministérielles faites, une fois de plus, dans les médias au mépris des collègues et qui démontrent une méconnaissance du terrain ?

Les heures de renforcement obligatoire en 6ème vont poser des difficultés pour mettre en adéquation l'emploi du temps des classes et le personnel disponible et « volontaire » pour les faire. Rappelons également que ce n'est pas en classe entière que l'on peut donner davantage d'autonomie aux élèves tout en réduisant les inégalités devant les apprentissages.

Ce projet nécessite une heure de plus mais il faut rester dans le volume des 26 heures dévolues à la 6ème. Et c'est magique, le Ministre annonce la suppression d'une heure en Technologie.

Cette annonce en pleine période d'arrivée des DHG dans les collèges est incompréhensible, inacceptable, inadaptée :

- Incompréhensible pour le Sgen-CFDT parce que réglementairement, il n'y a pas d'heure de technologie en 6ème, mais 4 heures de « Sciences et Technologie ».

- Incompréhensible car l'enseignement des Sciences et Technologie s'inscrit dans un cycle 3 qui intègre école et collège et que, pour l'instant, aucune information concrète sur la mise en application d'un éventuel nouveau programme n'a été portée à notre connaissance.

- Inacceptable pour le Sgen-CFDT parce que cette annonce ne tient pas compte de la réalité de travail des enseignants, notamment de celles et de ceux qui se sont investis dans l'EIST (Enseignement Intégré des Sciences et de la Technologie) et qui ont mis en place des projets pédagogiques. Décider la diminution d'une heure de cours met ces projets en péril.

- Inacceptable en terme de ressources humaines : est-ce tout ce qu'a trouvé le Ministère pour gérer la pénurie d'enseignants de Technologie dont le concours est fermé depuis 2013 ?

- Enfin inadaptée pour le Sgen-CFDT car l'enseignement des Sciences et de la Technologie répond à des enjeux sociétaux majeurs et aux ambitions ministérielles affichées, en terme d'initiation au numérique et au développement durable. Cela justifie un enseignement de 4h hebdomadaire. A l'heure où moins de 20% des jeunes pensent que la science peut aider à mieux vivre, il faut renforcer les enseignements scientifiques pour ne pas laisser penser que la Terre est plate et que l'Homme n'a pas marché sur la Lune. Il faut défendre et enseigner la théorie de l'évolution et proclamer haut et fort une vraie laïcité dans l'enseignement.

Localement, alors que le ministre avait annoncé ne pas supprimer de poste d'enseignant de technologie, 5 postes vont être supprimés dans le département, 1 sera neutralisé et d'autres vont passer en compléments de service dans d'autres établissements voire dans d'autres disciplines.

Rappelons-le, les services partagés entraînent de nombreuses difficultés à tous les niveaux :

- Difficultés pour les collègues qui subissent les CSD, augmentation des temps (et des budgets) de transport, diminution des possibilités de s'investir dans les équipes et les projets d'établissements. - Pour les équipes en places, ce sont des collègues difficiles à voir et à intégrer, moins investis et moins disponibles,

- Pour les personnels de direction ce sont des casses têtes sans fin dans la gestion des EDT.

• En lycée, l'évolution positive des effectifs ne se traduit pas par une augmentation des moyens alloués. L'évolution des effectifs devra donc être absorbée par les HSA. Et comment financer l'heure et demi de Mathématiques obligatoires pour tous les élèves de première hors spécialités alors que 2 ETP disparaissent ?

• En lycée Pro : c'est l'annonce d'une énième réforme qui est venue une fois de plus impacter le travail des enseignants toute cette année scolaire. Comme d'habitude, c'est au détriment du travail pédagogique.

Les prévisions d'effectifs sont en augmentation mais les DGH sont légèrement réduites. Que faut-il comprendre ? Les effectifs de première et terminale sont impactés par la formation en apprentissage très souvent réalisé en public mixé ce qui permet de diminuer encore les moyens par un tour de passe-passe habile.

Les DGH ne correspondent pas aux besoins des divisions ce qui affecte négativement les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels.

Malgré tout, nous constatons que les services départementaux ont fourni un travail important et prennent en compte les difficultés des personnels avec l'indigence des moyens attribués à notre département. Une fois de plus, une vision très comptable de l'éducation nationale avec un objectif de classes à 30 élèves en collège et 36 en lycée pour une EN toujours plus rentabilisées et des conditions de travail toujours plus dégradées.

Nous vous remercions pour votre écoute.